

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 mars 2018
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 27 mars 2018, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre au nom des groupes de la société civile qui sont actifs dans la Ghouta orientale.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord
(*Signé*) Karen Pierce



**Annexe à la lettre datée du 27 mars 2018 adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous nous adressons aujourd'hui au Président du Conseil de sécurité, deux semaines après que le Secrétaire général a informé ce dernier que la résolution [2401 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité n'était pas appliquée et que ses membres ne parvenaient pas à faire respecter le cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire syrien.

Depuis l'exposé fait par le Secrétaire général sur la résolution [2401 \(2018\)](#) du Conseil de sécurité, les attaques menées par le régime syrien et son allié russe se sont intensifiées, en particulier dans la Ghouta orientale assiégée. Nos partenaires sur le terrain ont constaté un nombre encore plus grand d'attaques contre les civils au moyen d'armes interdites au regard du droit international, notamment des bombes à sous-munitions, du napalm et du phosphore ainsi que du gaz chloreux, qui est toxique. Nous avons également consigné des déplacements forcés constants, des dizaines de milliers de civils étant contraints à se rendre dans des camps de fortune en l'absence de toute supervision de la part de l'ONU. Récemment, d'après certaines informations, des hommes auraient été interrogés et, dans certains cas, exécutés.

La résolution [2401 \(2018\)](#) n'a aucunement été appliquée. Les violations sont restées sans conséquence. Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé avec force la nécessité de faire respecter cette résolution, mais aucune mesure n'a été prise pour la faire appliquer. Par conséquent, les violations se sont multipliées et les régimes russe et syrien ont continué d'exécuter leur plan visant à obtenir le contrôle total de la Ghouta orientale et à purger la zone de tous les habitants qui s'opposent à leur terreur et à leur tyrannie.

Aujourd'hui, nous demandons au Président du Conseil de sécurité de tenir une séance extraordinaire du Conseil afin de convenir de mesures concrètes pour faire appliquer la résolution [2401 \(2018\)](#) du Conseil et pour dissuader l'emploi aveugle d'armes, notamment celles qui sont interdites au regard du droit international. S'il est impossible de parvenir à un consensus et si la Russie insiste pour exercer son droit de veto de manière irresponsable, nous invitons les membres du Conseil de sécurité à agir en leur nom propre pour protéger la vie des civils en Syrie, veiller à ce que tous les déplacements à partir de la Ghouta orientale soient volontaires et mettre fin à l'emploi d'armes interdites. Nous demandons également des mesures pour protéger les travailleurs humanitaires et les activistes, qui ont décidé de rester dans la Ghouta orientale malgré l'absence de garanties concernant leur sécurité.

Si le Conseil de sécurité n'agit pas, des millions de vies seront menacées. Il est clair qu'après la Ghouta orientale, le régime syrien voudra occuper Deraa, Edleb et la partie nord de Homs. Les millions de civils qui vivent dans ces zones comptent sur la détermination du Conseil à faire appliquer les résolutions adoptées par ses membres. Il est encore possible de sauver des vies, mais seulement si les membres du Conseil ont la volonté et le courage d'agir.

Alseeraj for Development and Healthcare

Baytna Syria

Citizenship League

Dawlaty

The Day After Project

Hurras Network
Joint Medical Chamber Syria
Local Administration Councils Unit
Local Development and Small-Projects Support
Coalition de la société civile syrienne Chaml
Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression
Réseau syrien des droits de l'homme
Association des femmes syriennes
Le Centre de documentation des violations
Women Now for Development
